

(4)

(N° 255)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1923.

Proposition de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En vertu de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre, les sociétés concessionnaires de distribution de gaz et d'électricité qui en ont fait la demande, ont été autorisées, par arrêté royal, à majorer les taux de péage prévus par le cahier des charges régissant leurs entreprises.

Dès le lendemain de la publication des arrêtés royaux pris en suite de la loi susdite, les communes se sont plaintes notamment de la clause de rétroactivité prévue par certains de ces arrêtés. Plus tard, elles ont été amenées à protester contre l'impossibilité dans laquelle elles avaient été mises de présenter comme il convient la défense des intérêts qui leur sont confiés.

Plus tard, ces arrêtés royaux ont donné lieu à deux interpellations, l'une de l'honorable M. Mabille, en date du 27 avril 1920, l'autre de MM. Bologne, Pirard et Donnay en date du 1^{er} mars 1921.

Depuis, de nouvelles critiques ont été formulées dans la plupart des conseils communaux intéressés au sujet de l'exagération des tarifs dits gouvernementaux du gaz et de l'électricité.

A Ixelles, pour citer un exemple typique, le tarif pour l'éclairage public a, en moyenne, décuplé par rapport à celui d'avant-guerre.

D'après le contrat de concession, la Compagnie accorde pour l'éclairage public une réduction de 70 % par rapport au tarif des particuliers. En vertu de l'arrêté royal en vigueur, cette réduction ne représente plus que les 20 % du tarif des particuliers. Il y a là une anomalie au détriment des finances communales.

Pour l'ensemble des années 1919, 1920, 1921 et 1922 la Compagnie réclame à la commune d'Ixelles pour l'éclairage public, en chiffres ronds, une somme de 1,500,000 francs.

H

Au taux d'avant-guerre la dépense approximative n'aurait atteint que la somme d'environ 150,000 francs, d'où une augmentation de 1,350,000 francs, soit 90 % des frais d'avant-guerre.

Il n'a jamais pu entrer dans les intentions du législateur d'imposer aux Communes une majoration de dépense aussi manifestement exagérée.

Pour l'agglomération bruxelloise, qu'il s'agisse de l'éclairage privé ou de l'éclairage public, l'exagération de l'augmentation des tarifs de gaz a été mise en relief par des techniciens spécialistes qui se sont basés notamment sur les résultats financiers des régies de l'agglomération ainsi que de la régie intéressée des communes de Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles (2^d district), etc.

Pour l'électricité, dans la plupart des cas, l'exagération est excessive. Un cas concret de cette exagération a été fourni par un article publié dans le *Mouvement communal* d'octobre 1922. L'auteur de cet article se base sur les comptes de 1921 de la régie intéressée de Laeken (Bruxelles 2^d district) et conclut comme suit :
« Ainsi donc, si la Compagnie avait usé du droit que lui confère l'arrêté royal »
» du 28 janvier 1921, elle aurait réalisé un bénéfice (défalcation faite de toutes »
» les dépenses y compris l'amortissement), de 267,000 francs, pour un capital »
» investi de 450.000 francs. Le bénéfice aurait donc représenté plus de 50 % du »
» capital investi ».

Ce rapprochement est suggestif.

Au surplus, l'augmentation considérable en Bourse des valeurs des sociétés concessionnaires, depuis l'application des tarifs dits gouvernementaux, ne permet aucun doute au sujet de l'exagération de ces tarifs.

Depuis plus d'un an, cette situation a été signalée au Gouvernement, notamment par certaines communes de l'agglomération bruxelloise; un échange considérable de correspondances s'est produit, des travaux intéressants ont été transmis au Gouvernement; mais aucun résultat positif n'a été obtenu. Certaines communes ont cédé aux sollicitations pressantes des compagnies concessionnaires, lesquelles ont été assez adroites pour consentir une réduction de tarif — qui tôt ou tard leur aurait été imposé par la voie légale — moyennant une prolongation de contrat et la stabilisation de la formule d'augmentation.

Si aucune satisfaction n'a été accordée jusqu'à présent aux communes, il faut l'attribuer en ordre principal à la thèse dite de « dessaisissement » soutenue par M. le Ministre de l'Intérieur.

Cette thèse se trouve exposée dans son ensemble dans une lettre du 14 octobre dernier adressée à la commune d'Ixelles.

» L'arrêté royal du 18 novembre 1920 et les décisions gouvernementales, qui ont réglé ultérieurement la question du relèvement temporaire des prix contractuels du gaz, ne revêtent nullement le caractère de décisions provisoires sujettes à revision comme ce fut le cas des majorations de tarif accordée par les arrêtés royaux des 14 février et 2 mars 1920. Ces décisions qui ont été prises à la suite de requêtes des concessionnaires intéressés, ont été introduites et instruites conformément aux prescriptions de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919. Elles constituent entre les mains des sociétés un titre juridictionnel conférant à ces dernières des droits civils vis-à-vis des abonnés et des communes

concedantes. Il en résulte que le Gouvernement ne pourrait, en principe, rapporter ces décisions ou les modifier qu'à la faveur de circonstances nouvelles justifiant pareilles mesures. On peut même soutenir que, dès l'instant où le Gouvernement s'est prononcé, il a épuisé sa juridiction et que sa sentence ne pourrait être remise en question qu'à la faveur d'un droit d'appel à une autre autorité, droit qui n'est pas consacré par la législation en vigueur ».

Sous une forme simple et lapidaire, la thèse exposée ci-dessus semble pouvoir être ramenée à ceci : même s'il est démontré par hypothèse que les tarifs auxquels aboutit l'application des formules gouvernementales d'augmentation sont exagérés, le Gouvernement se trouve dans l'impossibilité juridique de revenir sur sa décision première, attendu que cette décision, d'après lui, constitue, entre les mains des sociétés, un titre juridictionnel conférant, à ces dernières, des droits civils vis-à-vis des abonnés et des communes et qu'on pourrait même soutenir que la sentence du Gouvernement ne pourrait être remise en question qu'à la faveur d'un droit d'appel qui n'est pas consacré par la législation en vigueur.

Il nous paraît évident que cette thèse est en contradiction avec la lettre et l'esprit de la loi en vertu de laquelle le Gouvernement est intervenu. L'article 7 de cette loi dit expressément que la majoration est « momentanée ». En admettant que la décision du Gouvernement confère aux Sociétés concessionnaires des droits civils vis-à-vis des abonnés et des Communes, il est incontestable, eu égard au caractère momentané de la majoration, que ces droits civils ne peuvent exister que jusqu'au moment où le Gouvernement, pour des raisons dont lui seul est juge, estime devoir reviser sa sentence première.

Quoi qu'il en soit, en présence des scrupules juridiques du Gouvernement, les Communes se trouvent dans l'impossibilité d'obtenir la revision d'une décision gouvernementale qui, au profit des Sociétés concessionnaires, porte un préjudice énorme aux finances communales et aux intérêts des abonnés.

Cette situation crée un état d'esprit dangereux.

Dans ces conditions, et en vue de mettre un terme à un débat juridique des plus pénible, il convient de compléter la loi du 7 octobre 1919 par un texte formel consacrant le droit d'appel dont il est question dans la lettre prérappelée de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 14 octobre 1922.

C'est pour ces motifs que nous avons l'honneur de déposer, sur le bureau de la Chambre, la proposition de loi dont on trouvera le texte ci-après.

A. BUYL.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 APRIL 1923.

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Krachtens artikel 7 der wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of gedurende den oorlog, werden de concessiehoudende maatschappijen voor gas- en electriciteitsvoorziening, die daartoe de aanvraag deden, bij Koninklijk besluit gemachtigd, de prijzen, toegelaten door het lastkohier betreffende hare ondernemingen, te verhoogen.

Onmiddellijk na de bekendmaking der Koninklijke besluiten tot tenuitvoerlegging van gemelde wet genomen, hebben de gemeenten geklaagd namelijk over de terugwerkende kracht voorzien in sommige van die besluiten. Later hebben zij bezwaar geopperd tegen de onmogelijkheid waarin zij werden gesteld, op geschikte wijze de haar toevertrouwde belangen te verdedigen.

Naderhand werden over deze Koninklijke besluiten twee interpellaties ingediend, de eerste door den achtbaren heer Mabilie op 27 April 1920, de andere door de heeren Bologne, Pirard en Donnay op 1 Maart 1921.

Sedertdien werden in de meeste gemeenteraden nieuwe klachten geuit over de al te overdreven, zoogenaamde Regeeringstarieven van gas en electriciteit.

Om een sprekend voorbeeld te geven, te Elsene is de prijs van de openbare verlichting, vergeleken bij dien van vóór den oorlog gemiddeld vertiendubbeld.

Volgens het contract van concessie verleent de Maatschappij voor de openbare verlichting eene vermindering van 70 t. h. op het tarief dat de particulieren moeten betalen. Krachtens het bestaande Koninklijk besluit is deze vermindering nog slechts 20 t. h. van het tarief der particulieren. Er is daar een gebrek aan verhouding ten nadeele van de gemeentefinanciën.

Voor de jaren 1919, 1920, 1921 en 1922 samengenomen eischt de Maatschappij van de gemeente Elsene in ronde cijfers eene som van 1,500,000 frank voor de openbare verlichting.

H.

Met den vooroorlogischen prijs zou de uitgave bij benadering slechts ongeveer 150,000 frank bereikt hebben; het geldt dus eene vermeerdering van 1,350,000 frank, hetzij 900 t. h. van de vooroorlogische kosten.

Nooit kan de wetgever er aan gedacht hebben, aan de gemeenten eene zoo blijkbaar overdreven verzwaring van lasten op te leggen.

Wat de Brusselsche agglomeratie betreft, is, — onverschillig of het de private of de openbare verlichting geldt, — de overdrijving van de tariefverhoging van het gas betoogd geworden door gespecialiseerde deskundigen. Dezen steunden, namelijk, op de financiële uitkomsten van de gemeentebedrijven der agglomeratie, alsmede van de mededeelhebbende regie der gemeenten Schaarbeek, Sint-Joost-ten-Noode, Brussel (2^e district), enz.

Voor de electriciteit is de overdrijving meestal buitensporig. Van deze overdrijving werd een concreet bewijs geleverd door een artikel, verschenen in « *Le Mouvement communal* » van October 1922. De schrijver van dit artikel steunt op de rekeningen van 1921 van de mededeelhebbende regie der toenmalige gemeente Laken en besluit aldus : « Indien, dus, de Maatschappij gebruik had » gemaakt van het recht haar toegekend bij Koninklijk besluit van 28 Januari » 1921, zou zij (na aftrek van al de uitgaven, aflossing inbegrepen) eene winst » hebben gemaakt van 267,000 frank voor een aangewend kapitaal van » 450,000 frank. De winst zou dus meer dan 50 t. h. hebben bedragen van het » aangewend kapitaal. »

Deze vergelijking geeft wat te denken.

Overigens, de aanzienlijke verhoging ter Beurs van de waarden der concessiehoudende maatschappijen, sedert de zoogezegde Regeeringstarieven werden toegepast, laat niet den minsten twijfel over omtrent de overdrijving van deze tarieven.

Sinds meer dan een jaar werd deze toestand door sommige gemeenten der Brusselsche agglomeratie aan de Regeering kenbaar gemaakt; eene aanzienlijke briefwisseling had daaromtrent plaats en belangrijke werken werden aan de Regeering overgemaakt. Echter kwam men tot geen positieven uitslag.

Sommige gemeenten gaven gehoor aan de dringende aanvragen van de concessiehoudende maatschappijen die slim genoeg waren om eene tariefvermindering toe te staan, — welke hun vroeg of laat door de wetgeving zou opgelegd zijn geweest —, mits eene verlenging van contract en de stabielmaking der verhoogingsformule.

Bijaldien tot nog toe geene voldoening werd geschonken aan de gemeenten, is dit hoofdzakelijk te wijten aan de zoogezegde thesis van « overgave », welke door den Minister van Binnenlandsche Zaken wordt voorgestaan.

Deze thesis wordt in haar geheel uiteengezet in een brief van 14 October II., aan de gemeente Elsene gericht.

« Het Koninklijk besluit van 18 October 1920 en de Regeeringsbesluiten die » nadien de kwestie van de tijdelijke verhoging der contractuele gasprijzen » hebben geregeld, hebben geenszins het karakter van voorloopige besluiten die » vatbaar zijn voor herziening, zooals dit het geval was voor de tariefverhogingen verleend door de Koninklijke besluiten van 14 Februari en 2 Maart 1920.

» Deze besluiten, die werden genomen ten gevolge van aanvragen vanwege
» belanghebbende concessionnarissen, werden anhangig gemaakt en onderzocht
» overeenkomstig de voorschriften van artikel 7 der wet van 11 October 1919.
» Zij zijn in handen van de maatschappijen een juridictionneele titel, waarbij aan
» deze laatste burgerlijke rechten worden verleend tegenover geabonneerden en
» concessiegevende gemeenten. Daaruit volgt, dat de Regeering, in beginsel,
» deze besluiten niet zou kunnen herroepen noch wijzigen dan ingeval er
» nieuwe omstandigheden zich voordoen, welke zulke maatregelen billijken.
» Men kan zelfs staande houden dat, vanaf het oogenblik dat de Regeering
» uitspraak heeft gedaan, zij hare rechtsmacht heeft uitgeput en dat hare uit-
» spraak niet meer herzien kan worden dan mits een recht van beroep op eene
» andere macht, welk recht door de bestaande wetgeving niet gehuldigd wordt ».

Kortom, de hierboven uiteengezette thesis komt hierop neer : zelfs, indien het bij veronderstelling bewezen is dat de tarieven overdreven zijn, waarop de Regeeringsformulen kunnen toegepast worden, bevindt de Regeering zich in de juridische onmogelijkheid, op haar eerste besluit terug te komen, aangezien dit besluit, volgens haar, in handen van de maatschappijen een juridictionneelen titel uitmaakt, waarbij aan deze laatste burgerlijke rechten verleend worden tegenover geabonneerden en gemeenten, en men zelfs zou kunnen staande houden dat de uitspraak van de Regeering niet meer herzien kan worden dan mits een recht van beroep dat door de bestaande wetgeving niet gehuldigd wordt.

Het is voor ons klaar dat deze thesis in tegenspraak is met de letter en met den geest der wet, krachtens welke de Regeering is tusschengekomen. Artikel 7 van deze wet zegt uitdrukkelijk dat die verhooving « tijdelijk » is. Aannemende dat het besluit van de Regeering aan de concessiehoudende maatschappijen burgerlijke rechten verleent tegenover geabonneerden en gemeenten, is het onbetwistbaar, gezien het tijdelijk karakter van de verhooving, dat die burgerlijke rechten slechts kunnen bestaan tot op het oogenblik dat de Regeering, om redenen waarover zij zelf oordeelt, van meening is haar eerste uitspraak te moeten herzien.

Wat er ook van zij, tegenover de rechtsbezwaren van de Regeering bevinden zich de gemeenten in de onmogelijkheid, de herziening te bekomen van een Regeeringsbesluit dat, ten bate van de concessiehoudende maatschappijen, een groot nadeel berokkent aan de gemeentefinanciën en aan de belangen der geabonneerden.

Deze toestand verwekt een gevaarlijken geestestoestand. Onder deze omstandigheden en om een eind te maken aan een zeer spijtig rechtskundig debat, is het noodig de wet van 7 October 1919 aan te vullen door een uitdrukkelijken tekst houdende erkenning van het recht van beroep, waarvan sprake is in voornoemden brief van den Minister van Binnenlandsche Zaken d. d. 14 October 1922.

Om deze redenen hebben wij de eer, op het Bureel der Kamer het wetsvoorstel neer te leggen, waarvan de tekst hierbij gevoegd is.

Ad. BUYL.

(4)

ANNEXE AU N° 255.

Proposition de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre.

La loi du 11 octobre 1919, relative à la résiliation et à la revision de certains contrats, conclus avant ou pendant la guerre, est complétée comme suit :

ART. 8.

La décision accordant la majoration en exécution de l'article précédent sera révisée à la demande d'une des deux parties contractantes.

Le Gouvernement statuera sur la demande en revision après avoir pris l'avis d'un comité technique composé de trois experts; chacune des parties contractantes en désignera un; le troisième sera désigné par le Président du Tribunal de première instance de Bruxelles à l'initiative de la partie intéressée la plus diligente.

Les tarifs en vigueur au moment de la demande en revision seront appliqués à titre provisionnel à partir de la date de l'accusé de réception par le Gouvernement de la dite demande.

La décision qui interviendra par application du présent article ne pourra faire l'objet d'une nouvelle revision que trois ans après la date de la dite décision sauf le cas de modifications profondes dans les conditions économiques.

BIJLAGE VAN N° 255.

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog.

De wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog wordt aangevuld als volgt :

ART. 8.

De beslissing, waarbij de verhooging krachtens voorgaand artikel wordt verleend, wordt herzien op verzoek van eene der twee contracteerende partijen.

Na het advies te hebben ingewonnen van een technisch comité bestaande uit drie deskundigen, waarvan elke der contracteerende partijen er een aanduidt en de derde op aanvraag van de meest gereede partij wordt aangeduid door den Voorzitter der Rechtbank van 1^{sten} aanleg te Brussel, doet de Regeering uitspraak over het verzoek tot herziening.

De op het oogenblik van het verzoek tot herziening bestaande tarieven worden bij voorbaat toegepast vanaf den dag, waarop de Regeering ontvangst meldt van genoemd verzoek.

De bij toepassing van dit artikel getroffen beslissing kan slechts drie jaar na den datum van die beslissing opnieuw herzien worden, behoudens het geval van grondige wijzigingen in de economische toestanden.

A. BUYL.

FERN. COCQ.

LIONEL PUSSEMIER.

PHILIP VAN ISACKER

JOS. BOLOGNE.

FRANÇOIS VAN BELLE.